

Les enjeux de désengagement chez «ex-radicaux» Le cas des revenants marocains de la Syrie

Amina Er-rifaiy *

Résumé

La question de la radicalité violente ne constitue pas un phénomène récent. Elle a depuis longtemps suscité un intérêt croissant dans les sciences sociales. Cet intérêt est tributaire de l'intensification des actes violents dans des contextes variés. Le Maroc ne fait pas exception à cette dynamique transnationale. Dans cette perspective, cet article se propose d'analyser les enjeux liés à la réintégration des ex-radicaux revenant des zones de conflit. En s'appuyant sur l'étude de leurs trajectoires de vie, il met en lumière les défis spécifiques de la phase post-carcérale, caractérisée par la nécessité d'une réhabilitation sociale durable. Ce travail s'attache également à examiner les processus de reconstruction identitaire des ex-radicaux à partir de leurs expériences vécues.

Mots-clés : Radicalité, violence, Réintégration, ex-radicaux, désengagement, Maroc.

ملخص

إن مسألة التطرف العنيف ليست ظاهرة حديثة. وقد أثار منذ فترة طويلة اهتماما متزايدا بالعلوم الاجتماعية. ويعتمد هذا الاهتمام على تكثيف أعمال العنف في سياقات مختلفة. والمغرب ليس استثناءً من هذه الديناميكية العابرة للحدود

* Département de sociologie.

الوطنية. ومن هذا المنظور، يقترح هذا المقال تحليل القضايا المتعلقة بإعادة إدماج الشباب الذين انخرطوا سابقاً في مسار التطرف والعائدين من مناطق النزاع. واستناداً إلى دراسة مسارات حياتهم، فإنه يسلط الضوء على التحديات المحددة لمرحلة ما بعد السجن، والتي تتميز بالحاجة إلى إعادة التأهيل الاجتماعي المستدام. يركز هذا العمل أيضاً على دراسة عمليات إعادة بناء هوية المتطرفين السابقين، والذين مروا من تجربة الذهاب إلى بؤر الصراع وكذا تجربة الاعتقال بعد عودتهم إلى المغرب، مما يميز مساراتهم من تفكيك وإعادة بناء الهوية الفردية من داخل المجتمع.

Introduction

La question de la radicalité violente a évolué au Maroc depuis les années 1990, en rapport avec les dynamiques géopolitiques régionales. Depuis l'émergence du risque jihadiste, le Maroc a connu quatre générations de jihadistes. La première correspond aux Marocains partis combattre en Afghanistan contre l'Union soviétique¹. Ce contexte a contribué à la diffusion d'une idéologie salafiste-jihadiste. La seconde représente les jihadistes marocains qui ont été influencés par Al-Qaïda durant la période allant de 2003 à 2010. Cette période est notamment marquée par les attentats de Casablanca, qui ont conduit à l'adoption d'une nouvelle législation marocaine de lutte contre le terrorisme ainsi qu'à la mise d'une nouvelle stratégie dans ce domaine. La troisième génération apparaît avec l'émergence de Daech qui a attiré des jihadistes venus de nombreux pays. Elle se caractérise aussi par la diversité des profils des jeunes jihadistes marocains engagés, issus de différentes catégories sociales, y compris des individus partis en famille, portés par l'utopie du Califat comme le souligne (Mohamed Misbah, 2021). Nous observons dès lors une sorte de rupture générationnelle entre les jihadistes d'Al Qu'Aida et ceux de Daech.

On peut considérer que la quatrième génération des jihadistes apparaît à partir de 2017 dans un contexte post-Daech, marqué notamment par l'émergence de nouveaux risques violents dans la région du Sahel. Ces différentes vagues s'étendent du jihad afghan jusqu'à la formation de ce qu'on appelle l'État islamique (Daech). Les études

1- Signifie Union des républiques socialistes soviétiques.

consacrées à ce phénomène montrent que les profils des jihadistes ont évolué au fil du temps, en fonction de leurs expériences et des contextes nationaux et internationaux dans lesquels s'inscrit le jihadisme (Benlarbi, 2024, p. 5-6).

Dans cet article, nous cherchons à analyser le croisement des trajectoires individuelles des revenants ainsi que les éléments marquants de leur processus de désengagement après leur retour de Syrie, considérée comme un foyer de conflits. L'objectif est d'identifier les facteurs contribuant à ce désengagement à partir du suivi de leurs parcours de vie. Nous nous intéressons également à leur niveau d'engagement radical à différentes étapes de leurs trajectoires, afin de comprendre jusqu'où leur radicalisation a évolué. Enfin, nous examinons la manière dont ces jeunes ont reconstruit leurs vies sociales après leur engagement, en mettant l'accent sur les mécanismes de reconstruction identitaire, notamment chez ceux qui sont passés à l'acte.

Entrée conceptuelle et cadrage théorique

A. La radicalité et l'engagement radical

La radicalité, comme d'autres faits sociaux, a progressivement occupé une place importante dans les recherches en sciences sociales, notamment en lien avec la montée de la violence dans divers contextes. Les tentatives de définition de cette notion varient selon les contextes d'étude et les domaines d'analyse dans lesquels elle est mobilisée.

D'un point de vue conceptuel et à partir des travaux existants, la radicalité renvoie généralement à des positionnements extrêmes ou extrémistes (Galland, 2018, pp. 35-79). Ce concept est particulièrement utile en sciences politiques (*ibid.*, pp. 35-37), dans la mesure où il permet de saisir les racines d'attitudes ou de discours pouvant prendre des dimensions politiques, sociales ou culturelles. Dans une approche plus globale, son usage s'est fortement développé au XXI^e siècle, en lien notamment avec le phénomène du djihadisme.

Il est opportun de distinguer entre radicalité non violente et une radicalité violente. La première se limite à l'expression de convictions et de discours radicaux sans recours à la violence. La seconde se caractérise par le passage à l'actio, à travers des comportements et des engagements violents visant à caractériser et légitimer ces idées (Aoun, Al Baba Douaihy, & Blanchet, 2020, pp. 72-73).

La radicalité violente a été étudiée dans différents contextes et à travers plusieurs approches. Dans une perspective centrée sur l'engagement radical, notamment à partir de l'analyse des discours dans le contexte français, cet engagement est souvent compris comme un engagement total. Autrement dit, il mobilise l'ensemble des dimensions de la vie de l'individu : personnelle, familiale et professionnelle (Guibet Lafaye, 2017, pp. 18-20).

Dans ce processus, l'individu devient un véritable acteur, car il passe de l'adhésion théorique à l'action concrète². Selon cette approche, l'analyse des parcours individuels permet de mieux comprendre l'engagement radical à travers deux dimensions principales : la prise de conscience et la continuité (Ibid. p.19). Ces deux dimensions ne se représentent pas par de simples étapes, des éléments essentiels pour saisir la trajectoire de l'individu radicalisé.

D'autres travaux abordent la radicalité violente sous un angle psychologique. Ils mettent en avant le rôle de la fragilité identitaire, qui peut résulter, notamment, d'un manque de communication au sein de la famille. La période de transition entre l'adolescence et l'âge adulte apparaît également comme un moment clé, durant lequel les jeunes cherchent un sentiment de protection et d'appartenance. Ces facteurs contribuent ainsi à construire une véritable quête d'identité, pouvant favoriser l'engagement dans des trajectoires radicales (Smida, 2024, pp. 160-162).

Ce constat invite à comprendre le phénomène de la radicalité à partir de deux éléments : d'une part, le rapport des groupes sociaux aux

2- Cartoon drawn by Peter Steiner, published by The New Yorker on July 5, 1993.

idéologies radicales, et d'autre part, le passage à l'action violente (Medeiros, 2019, pp. 12–14). Il souligne également l'importance des cadres macro dans la construction et la production de la violence chez les individus. Dans cette perspective, la radicalité peut être envisagée comme un fait social total se déploie à sur trois niveaux d'analyse :

Le niveau microsociologique concerne les individus et leurs modes de pensée. Le niveau mésosociologique renvoie aux groupes sociaux et à leur influence idéologique, notamment dans la volonté de créer un changement profond (ibid.). Enfin, le niveau macrosociologique met en lumière le rôle des politiques publiques et des dynamiques transnationales dans la compréhension du phénomène.

Dans une autre perspective, le processus de la radicalisation peut être compris à partir des pratiques individuelles de certains jeunes, notamment au sein de groupes, comme les salafistes jihadistes au Maroc. Le sociologue M. Outahar souligne que le facteur temps joue un rôle central dans l'articulation entre la vie quotidienne et l'engagement radical, produisant une double représentation : celle de soi et celle des autres. Il précise également que, chez les femmes, la radicalisation résulte de l'éducation et des apprentissages et s'inscrit principalement par le processus de socialisation (Outahar, 2020, pp. 45-47). Dans ce sens, la radicalité religieuse apparaît comme un moyen de transformation personnelle et de construction d'une nouvelle identité.

Parmi les cadres d'analyse de la radicalité, on trouve l'approche multifactorielle, qui met en évidence l'ensemble des facteurs contribuant à son émergence dans la société. Dans cette perspective, de nombreuses recherches, en science politique, en psychologie et en sociologie, analysent la radicalité à partir de l'ensemble des déterminants. (Malthaner, 2017, pp. 375-380) Distingue deux types de déterminants structurels de la radicalité. Selon lui, celle-ci peut être comprise comme une réponse violente à des situations «perçues comme des situations socio-économiques injustes». Dans cette optique la radicalité résulte notamment de la marginalisation politique, de la fragilité psychologique et de la ségrégation économique (ibid). Dans le même sens, une étude

portant sur le contexte marocain, Farid El Asri et Beatriz Mesa (El Asri & Mesa, 2022, p. 142), montrent que les facteurs de radicalisation violente sont largement liés à «un sentiment de marginalisation des jeunes vis-à-vis des institutions politiques». Par ailleurs des organisations comme Daech, ont cherché à se présenter comme une alternative et un contre-pouvoir en particulier dans le contexte du «printemps arabe» (Ibid).

Le facteur numérique joue un rôle central dans la compréhension du phénomène de la radicalisation ; dans ce cadre, Mustafa Rezrazi souligne que les médias ne sont pas seulement de simples outils, mais deviennent un véritable espace de production et de diffusion des récits des jihadistes. Cela contribue à valoriser la figure du «jihadiste virtuel» (Rezrazi, 2020). Par ailleurs, le développement des technologies de communication transforme la nature même. On observe un passage vers un extrémisme en ligne, où la radicalisation et l'incitation à la violence se réalisent de plus en plus à travers Internet (Tournay, Taïeb, & Giry, 2018, p. 7).

On peut conclure que le processus de la radicalité s'explique grâce à plusieurs disciplines, notamment la psychologie, qui permet de comprendre le reste de la société. Cette approche met en avant le rôle des perceptions individuelles et des intérêts personnels. Elle conduit aussi à s'intéresser aux processus de désengagement et de déradicalisation, afin de comprendre comment un individu entre dans la violence puis s'en détache.

B. Le désengagement et sa typologie

La question du désengagement constitue un enjeu central dans l'étude de la radicalité violente. Elle constitue une étape essentielle pour analyser les parcours des individus radicalisés, notamment en milieu carcéral et post-carcéral. Il est donc pertinent d'examiner le désengagement, ses différentes formes ainsi que ses limites, en lien avec notre champ d'étude.

Les travaux sur le désengagement montrent qu'il existe plusieurs façons de le définir. La sociologue Isabelle Semmier distingue le désengagement de la déradicalisation : le désengagement consiste en un arrêt de l'action violente sans abandonner nécessairement les idées idéologiques. En revanche, la déradicalisation implique une véritable déradicalisation de pensée et une remise en question de ces idées (Sommier, 2012, p. 22-27) ; ce constat est également confirmé par Abdré Dumoulin, qui ajoute que le désengagement se présente comme un changement de comportement, donc observable (Dumoulin, 2019, p. 12), tandis que la déradicalisation relève plutôt d'un objectif poursuivi par l'État (ibid., p.13).

Dans une autre perception, El Mostafa Rezrazi souligne que le jihadisme numérique constitue un obstacle majeur au désengagement et à la déradicalisation bien qu'il reste souvent invisible. Dans ce sens, le chercheur fait appel à une approche pluridisciplinaire du phénomène, notamment la cybersécurité, la psychologie et l'approche religieuse, pour mieux comprendre le processus de désengagement de l'extrémisme (Rezrazi, 2020).

Le parcours de désengagement s'articule autour de deux dimensions principales : La première est institutionnelle : elle renvoie aux politiques de déradicalisation mises en place par les autorités dans le cadre d'une stratégie de lutte contre l'extrémisme violent. La seconde est individuelle : elle correspond aux mécanismes développés par les individus «radicaux» par lesquels les personnes radicalisées transforment leurs trajectoires pour devenir des «ex-radical».

Au niveau microsociologique, il s'agit de comprendre le processus de désengagement au-delà de ses causes, en se focalisant sur les instruments et les justifications avancés par les individus eux-mêmes. Cette approche permet également de relier les niveaux micro et méso, notamment à travers l'analyse des réseaux sociaux construits par les jeunes radicalisés (Tournay, Taïeb, & Giry, 2018, p. 55). Dans cette perspective, le désengagement repose sur deux logiques : la logique des individus radicalisés, et la logique de l'État qui met en œuvre des politiques de «déradicalisation».

1. Méthodologie

Dans cette étude, nous avons opté pour une méthodologie qualitative. Depuis mars 2022, nous avons mené des entretiens sous forme de récits de vie avec d'anciens jihadistes, notamment ceux revenus de l'expérience de «combattant» en Syrie entre 2012 et 2019. Notre dispositif empirique s'organise autour de trois grandes phases de vie : le pré-engagement radical, l'engagement ou le passage à l'acte violent, et le désengagement, incluant la reconstruction de l'identité après le retour. L'objectif est d'analyser la dynamique des facteurs menant à la radicalité violente. Dans cet article, nous nous concentrons principalement sur la troisième phase, celle des «ex-radicaux», marquée par une transition dans la trajectoire des individus revenus des zones de conflit. Pour étudier la question de la réintégration, nous avons retenu trois cas de jeunes revenants de Syrie.

Au niveau macro, nous avons mené des entretiens semi-directifs avec des acteurs de la société civile engagés dans la lutte contre la radicalité et l'extrémisme violent. L'ensemble des récits de vie et des entretiens a été retranscrit de manière détaillée, puis analysé en fonction des réponses liées à la phase de retour et de réintégration.

2. La logique de l'État marocain dans la «déradicalisation»

Ces dernières années, le Maroc est considéré comme un pays relativement stable moins exposé au terrorisme, comme le souligne le dernier rapport du Global Terrorism Index 2025 (Institute for Economics & Peace, 2025). Cette situation pose la question du développement d'une stratégie complémentaire de réintégration des «ex-radicaux», en particulier des revenants des zones de conflit. Dans cette perspective, nous analyserons, d'une part, les principales étapes de la stratégie marocaine de réinsertion des revenants ainsi que ses nouveaux enjeux, et, d'autre part, les effets de ces actions publiques sur les parcours de désengagement des individus concernés.

Malgré cet avantage politique, et dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de lutte contre l'extrémisme violent, le Maroc a engagé depuis 2003 la mise en place des programmes visant à combattre et prévenir ce phénomène. Cette action s'organise autour de deux axes principaux, majeurs : le premier est lié à l'institutionnalisation, le deuxième, la mise en œuvre de programmation de désengagement aux milieux carcéraux.

En premier lieu, l'approche adoptée par l'État marocain repose sur l'institutionnalisation. Elle met l'accent sur la promotion d'un « islam modéré », ainsi que sur une démarche multidimensionnelle intégrant les dimensions socio-économiques et des droits de l'Homme.

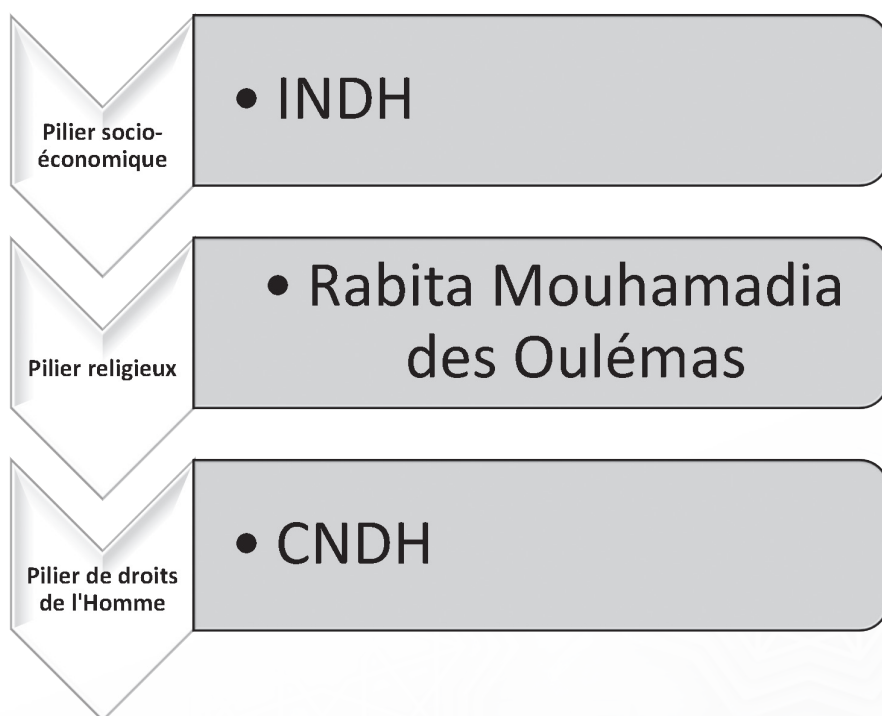


Figure 1. Les piliers de la stratégie marocaine au niveau de CVE
(Réalisation propre)

En matière de déradicalisation le Maroc a lancé en 2017 le programme Moussalaha sous la supervision de la délégation générale à l'administration pénitentiaire. Il s'adresse aux personnes condamnées pour des actes liés au terrorisme, en considérant que la période d'incarcération est un moment propice au changement. Ce programme repose sur trois axes principaux :

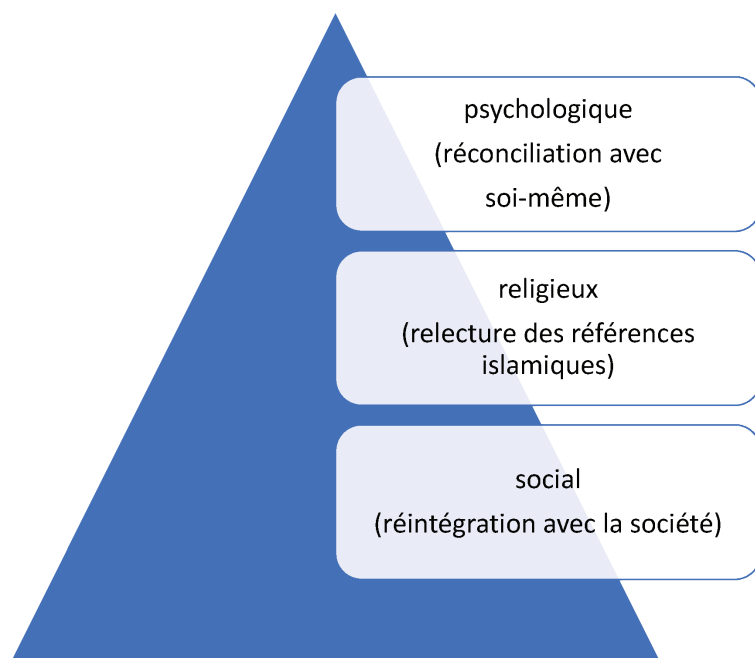


Figure 2 : Les piliers du programme Moussalaha

Ces piliers s'appliquent d'abord selon plusieurs critères de sélection précis :

la durée de la période d'incarcération que le détenu a passée, le niveau d'instruction ainsi que la volonté du détenu de changer et de s'intégrer dans la société après sa libération. Selon El Mostafa Rezrazi le nombre de bénéficiaires varie généralement entre 20 et 30 par an lors du lancement de la 14e édition de la Moussalaha³.

3- Voir l'article de presse publié sur l'Opénion en 2003: Programme «Moussalaha» : Les plans de réinsertion des extrémistes repentis [INTÉGRAL].

Le premier axe concerne la réconciliation avec soi-même. Il vise à aider les détenus à se reconstruire sur le plan psychologique et cognitif, notamment à travers des ateliers de développement personnel, afin de renforcer leurs compétences et leurs attitudes pour une réinsertion réussie. En ce qui concerne la réconciliation avec le texte religieux, qui représente le deuxième aspect du programme, les détenus peuvent participer aussi à des séances religieuses encadrées par des spécialistes religieux pour déconstruire les discours et les lectures extrémistes du Coran et du Hadith. Le but de cet axe est de mettre en place une relecture des textes religieux basée sur les valeurs de la tolérance et de l'ouverture.

Le troisième axe concerne la réconciliation avec la société. Il vise à former et à accompagner le détenu pour qu'il s'intègre dans sa communauté. Les experts donnent aux détenus la possibilité d'apprendre les valeurs de citoyenneté, en assurant un suivi après leur sortie de prison.

Selon les derniers chiffres, 399 détenus ont bénéficié de ce programme depuis son lancement, dont 198 ont bénéficié d'une grâce royale après changement d'idéologie extrémiste. Cela montre que le programme agit à la fois sur deux niveaux : idéologique et comportemental (Sammouni & Hamdani, 2025, p. 48).

Malgré ces réalisations qui ont été saluées à l'échelle internationale⁴, une question demeure posée : les programmes des institutions religieuses évoluent-ils suffisamment pour s'adapter aux nouvelles formes de violence dans la sphère numérique ? Il est également question de mettre en œuvre un programme de réhabilitation destiné aux écoles, car elles représentent l'une des institutions de la socialisation.

Sortir de la radicalité violente : une logique individuelle de désengagement

La sortie de la radicalité violente chez les revenants de la Syrie, dont nous avons suivi le parcours individuel, passe par deux grandes

4- Déclaration du haut-commissaire de des Nations Unies aux droits de l'Homme. Maroc Diplomatique (2024). Le Maroc, un modèle en matière de déradicalisation.

phases : la première, est l'entrée dans un nouveau processus de désengagement, notamment en termes idéologiques. La deuxième réside dans ce que nous appelons ici la reconstruction identitaire

a. Le désengagement idéologique

À partir des trajectoires observées dans nos cas étudiés, le processus de désengagement prend naissance durant l'expérience d'incarcération. À partir de ce constat, nos interlocuteurs ont commencé à changer leur vision sur la religion, constituant une étape qui précède leur adhésion au programme étatique de réconciliation. À cet égard, ils ont commencé à réviser le sens donné aux différentes phases de leur parcours. À travers ces réflexions individuelles, ces jeunes incarcérés ont considéré que la « sortie de la violence » devient un aspect principal dans leurs trajectoires. L'expérience carcérale apparaît alors comme un moment déterminant de redéfinition de leurs idées et de leur propre orientation.

Dans un premier temps, le rapport à la prison constitue pour les détenus une étape d'un nouveau regroupement où l'espace carcéral est considéré comme «un espace de sous-culture». Il devient ainsi une occasion de reconstruction idéologique et de relecture des idées radicales. Les détenus poursuivis pour extrémisme violent développent des mobilisations internes liées aux conditions d'incarcération et à leur cohabitation avec les détenus de droit commun.

Ce refus s'exprime à travers l'organisation de manifestations collectives internes, à la fois comme une forme de refus de l'ordre carcéral, et comme une forme de stigmatisation vécues au sein de la cellule. Par ailleurs, la prison constitue également pour les détenus, un espace de transformation émotionnelle et de repli réflexif. L'un des revenants a exprimé que «cette période d'une année et demie de prison était un moment de regret car l'expérience du jihad avait un impact sur mon esprit psychologique et notamment la période de l'incarcération qui suit mon retour de Syrie»⁵.

5- Parcours de revenant 1. 28/03/2022.

Dans une autre perspective, l'espace carcéral et le détachement de la violence établis par le programme instauré s'inscrivent dans une logique de réinsertion psychologique. À ce propos, les revenants avant l'instauration du programme Mousalaha ont bénéficié d'un suivi psychologique au sein de la prison. Cette étape avait pour objectif d'essayer de créer une sorte de paix psychologique après avoir vécu la violence dans une zone de conflit : «Lors de la période carcérale, l'administration m'a désigné un psychologue pour dépasser mon choc émotionnel à cause des évènements d'assassinat que j'ai vécus en Syrie»⁶.

Dans une autre perspective, une question demeure : celle de. Savoir s'il est possible de placer les détenus bénéficiaires du programme Mousalaha au même niveau de réhabilitation et de réorientation religieuse que les non-bénéficiaires. À partir de nos cas d'étude, les trois parcours s'en éloignent nettement. En effet, les revenants de zones de conflit mettent en place une auto-orientation religieuse qui demeure peu visible dans la sphère publique. Comme le souligne l'un d'entre eux après une relecture individuelle de ces idées, il en résulte que :

«La religion n'est pas un élément important dans la vie quotidienne de l'individu»⁷ ; dans ce sens, les revenants peuvent déployer une rupture avec le passé religieux ; d'après son expérience, cette rupture est le résultat d'une lecture individuelle des extraits religieux et d'une forme de refus des fondements de l'histoire islamique qui est devenue pour lui «un mythe».

À travers l'analyse des trois trajectoires de vie des revenants, nos interlocuteurs considèrent que le jihad en Syrie traduit un «malentendu de la religion». Mais dans le parcours de retour, ils ont tenté de créer un nouveau rapport à la religion en se détachant de toute action violente ; dans ce cadre, notre interlocuteur a confirmé cette nouvelle position : «j'ai décidé de ne jamais faire confiance aux personnes que je ne connais pas ; même si elles apparaissent comme des hommes de religion»⁸.

6- Ibid.

7- Parcours de vie de revenant 2. 15, 16 /04/2022. En ligne.

8- Parcours de revenant 1. 28/03/2022.

Au cours du processus de retour des foyers de conflit, un désengagement progressif s'opère chez les revenants. Celui-ci se manifeste notamment par une dynamique de régression collective des organisations «terroristes». Cette étape est le point de départ d'un désengagement idéologique.

Dans ce cadre, un autre revenant resté bloqué en Turquie, après avoir décidé de rentrer, a développé une réflexion critique à l'égard des organisations violentes comme Daesh. Il a exprimé cette prise de distance à travers l'écriture et des interventions dans les médias. Il a essayé de construire une identité d'«intellectuel» fondée sur une relecture critique des textes et des discours violents produits par les groupes radicaux. Cette reconstruction identitaire s'articule autour de deux positions : d'abord, par la rupture radicale de la religion accompagnée d'une nouvelle réflexion existentielle renouvelée, comme dans le cas du revenant 2 ; d'autre part, par une pratique religieuse conforme au modèle promu par l'État. Dans les deux cas, le désengagement radical se décline en deux dimensions : la première est individuelle, en opposition aux logiques d'engagement initialement fondées sur l'intégration dans le collectif radical. Dans la seconde est collectif, résultant notamment de dispositifs de réinsertion et de rééducation religieuse encadrés par des programmes officiels tels que «Mousalaha».

b. La reconstruction identitaire

La reconstruction identitaire désigne, selon Michel Wieviorka, un processus qui se développe à partir de la mémoire des individus, notamment dans des contextes marqués par des expériences de violence et de traumatisme (Wieviorka, 2005, pp. 122-131). Dans cette perspective, ce processus passe chez les revenants par la mise en œuvre de pratiques et d'actions symboliques et économiques afin d'atteindre la reconnaissance sociale. Il reflète ainsi la trajectoire d'un individu engagé dans la dynamique du désengagement progressif de la violence.

En premier lieu, pour les revenants qui ont exprimé leur nouvelle position sociale après leur retour, la décision de quitter les zones de

conflit ne se limite pas à un simple choix individuel : elle traduit plutôt une volonté de revenir aux origines, comme une expression d'appartenance sociale renouvelée.

Dans le cadre de la réintégration sociale dans la phase post-carcérale, ces revenants évoluent dans une situation de double stigmatisation : d'une part, malgré le soutien familial dont certains bénéficient après l'incarcération, ils s'engagent dans un processus de transformation de leur statut socio-économique, l'adaptation de leur style vestimentaire, ainsi que l'appropriation de valeurs telles que l'acceptation de l'autre et de la tolérance envers la diversité culturelle au sein de leur entourage.

Concernant le niveau économique, certains revenants soulignent que leur trajectoire post-carcérale est marquée par la continuité des contraintes antérieures, marquées par la précarité ou la difficulté d'accès à des opportunités stables, ce qui constitue un obstacle supplémentaire à une réintégration aboutie. Ils se retrouvent ainsi dans une situation «d'exclusion économique de la société». Cette exclusion se manifeste notamment par leur insertion dans des activités informelles, ainsi que par une forte incertitude quant à leur stabilité professionnelle. Ce qui nous pousse à interroger l'efficacité des programmes économiques mis en place par l'État, notamment en ce qui concerne leur impact réel sur l'intégration socio-économique des ex-détenus, en particulier ceux condamnés dans des affaires liées au terrorisme au Maroc.

Dans d'autres cas, on a considéré que le retour ne se traduit pas seulement par un changement de vision politique et religieuse, mais également par une continuité des pratiques économiques et des métiers exercés avant le départ vers la Syrie. À cet égard, le revenant 1 souligne que son engagement dans la violence n'a pas constitué une rupture avec ses aspirations professionnelles. Au contraire, il a considéré que le retour à son activité antérieure remplit une double fonction : assurer une certaine stabilité économique et matérialiser une volonté de se désengager de la violence, tout en contribuant à la construction d'une nouvelle image sociale auprès de son entourage et de la société.

À partir de l'analyse de ces trajectoires de revenants, nous pouvons dire que le parcours des ex-radicaux demande une grande adaptation face à la stigmatisation et au regard d'autrui. Ainsi, l'un des participants (Revenant 1) met en évidence une capacité de réintégration progressive dans son environnement social, alors que le deuxième revenant a exprimé son expérience sous la forme d'une exclusion sociale, liée à un «passé rejeté par la loi et par la société».

Conclusion

Pour conclure, la question de la réinsertion et les approches de «déradicalisation» des ex-jihadistes au Maroc s'inscrivent dans une dynamique à la fois de continuité et de rupture. D'une part, le défi central réside dans le détachement effectif de l'idéologie radicale, d'une part, il concerne l'accès à une intégration socio-économique équitable, comparable à celle des jeunes n'ayant pas connu une expérience de radicalisation violente.

Par ailleurs, une interrogation majeure demeure quant au devenir des femmes et des enfants encore bloqués en Syrie et en Irak. Leur retour éventuel pose la question de la mise en place de programmes spécifiques destinés à la réinsertion adaptée aux particularités de ces trajectoires, qui restent ces jours largement en suspens.

Bibliographie

- Aoun, S., Al Baba Douaihy, S., & Blanchet, A. A. (2020). Aux racines du phénomène : facteurs et vecteurs de la radicalisation religieuse violente. Cahiers de la recherche de l'École de politique appliquée, 7(2), 7273. Université de Sherbrooke.
- Benlarbi, D. (2024). Comprendre l'extrémisme violent dans le contexte marocain. CAREP. <https://carep-paris.org/recherche/etat-societe-religion/comprendre-lextrémisme-violent-dans-le-contexte-marocain/>
- Bonelli, L., & Carrié, F. (2018). Radicalité engagée, radicalités révoltées : Enquête sur les jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse

- (PJJ). Université Paris Nanterre, Institut des sciences sociales du politique. <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/184000167.pdf>
- Dumoulin, A. (2019). Entre «déradicalisation» et désengagement : comparatif franco-belge. *Sécurité & Stratégie*, 142, 12. Institut Royal Supérieur de Défense.
 - Dumoulin, M. (2018). Déconstruire la radicalisation : implications et limites de la notion. *Confluences Méditerranée*, 105(2), 173.
 - El Asri, F. (2022). Extrémisme(s) violent(s) en perspective : jeunes et femmes dans le contexte marocain. <https://doi.org/10.3280/ERP1-SPECIAL-2021OA12482> (doi.org in Bing)
 - Galland, O., & Muxel, A. (2018). La radicalité en question. Dans O. Galland & A. Muxel (Éds.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens* (pp. 3579). Paris : Presses Universitaires de France.
 - Global Terrorism Index. (2025). Global Terrorism Index 2025. Institute for Economics & Peace. <https://www.economicsandpeace.org/global-terrorism-index/>
 - Guibet Lafaye, C. (2017). Engagement radical, extrême ou violent : basculement ou «continuation de soi ?». *Sens public, Varia*. <https://doi.org/10.7202/1048842ar>
 - Lounnas, D. (2026). Les «revenants» du djihad : Les stratégies de réconciliation en Afrique du Nord. Paris : L'Harmattan.
 - Malthaner, S. (2017). Radicalization. *European Journal of Sociology*, 58, 369401.
 - Medeiros, S. (2019, août). Radicalisation : définition et processus. CEFIR – Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation. Cégep de Saint-Jeansur-Richelieu.
 - Mişbāḥ, M. (2021). *AlJihādiyyūn alMaghribiyyūn : Jadāl alMaḥallī wal ʿĀlamī*. Markaz alJazīra lilDirāsāt.

- Outahar, M. (2020). Salafisme et processus de radicalisation non violente au féminin dans le contexte marocain. *Afrique(s) en Mouvement*, 3242.
- Programme «Moussalaha» : Les plans de réinsertion des extrémistes repentis [Intégral]. (2003). *L'Opinion*.
- Rezrazi, E. M. (2020, 16 octobre). Les médias djihadistes et le secret en ligne sont des valeurs doctrinales. Réseau mondial sur l'extrémisme et la technologie (GNET). <https://gnet-research.org/2020/10/16/jihadi-media-and-online-secrecy-as-doctrinal->
- Scheff, T. J. (1997). *Les émotions, le lien social et la réalité humaine : analyse partie/totalité*. Cambridge : Cambridge University Press ; Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Smida, S. (2024). Quête identitaire et radicalisation : trajectoires individuelles et liens familiaux en question. *Dialogue*, 245, 155171. <https://doi.org/10.3917/dia.245.0155> (doi.org in Bing)
- Sommier, I. (2012). Engagement radical, désengagement et déradicalisation : continuum et lignes de fracture. *Lien social et Politiques*, 68, 2227.
- Tournay, V., Taïeb, E., & Giry, J. (Éds.). (2017–2018). *Les radicalisations. Culture et postmodernité*. *Quaderni*, 95, Hiver, 7. <https://journals.openedition.org/quaderni/1134>
- Tournay, V., Taïeb, E., & Giry, J. (Éds.). (2017–2018). *Les radicalisations. Culture et postmodernité*. *Quaderni*, 95, Hiver, 55. <https://journals.openedition.org/quaderni/1134>
- Torrekens, C., & de le Vingne, D. (2020). Concepts et cadre analytique : notions de débat et approches de la radicalisation et de l'extrémisme violent. CONNEKT H2020. <https://h2020connekt.eu/publications/concepts-and-analytical-framework-debating-notions-and-approaches-to-radicalisation-and-violent-extremism/>
- Wieviorka, M. (2005). Les problèmes de la reconstruction identitaire. *Le Coqhéron*, 180(1), 122-131. <https://doi.org/10.3917/cohe.180.0122>

- Wong, P. H. (2021). Privation économique : approches, causes et conséquences des conflits violents. Dans W. Leal Filho, A. M. Azul, L. Brandli, A. Lange Salvia, P. G. Özuyar, & T. Wall (Éds.), Paix, justice et institutions fortes (Encyclopédie des objectifs de développement durable de l'ONU). Cham : Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-319-71066-2_70-1

Liste des parcours de vie réalisés dans l'enquête

- Revenant 1. 28 / 03/ 2022. Tetouan.
- Revenant 2. 15 et 16/04/2022. En ligne.
- Revenant 3. 25 et 27/01/2023. En ligne.

